

Références : ra\_220203\_sceadudomaine-guilliers\_suite-acc  
Code AIOT : 0055601173

VANNES, le 16/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCEA DU DOMAINE**

LE DOMAINE  
56490 Guilliers

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/01/2023 dans l'établissement SCEA DU DOMAINE implanté LE DOMAINE 56490 Guilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Accident suite à rupture d'une vanne de transfert de fosse à lisier avec rejet dans le milieu

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA DU DOMAINE
- LE DOMAINE 56490 Guilliers
- Code AIOT : 0055601173
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Atelier porcin de 900 reproducteurs (naissage et post-sevrage)

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Étanchéité des ouvrages de transfert d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Epandage et traitement des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	/	Lettre de suite préfectorale	
4	Déclaration incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 1.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Rejet de lisier dans le milieu naturel suite à un accident

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Étanchéité des ouvrages de transfert d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.
<b>Constats :</b> Rupture de vanne de transfert de la fosse laissant s'échapper environ 600 m3 de lisier au niveau des fondations de la fosse en construction et dans le milieu naturel
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**N° 2 : Epandage et traitement des effluents d'élevage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
<b>Thème(s) :</b> Élevage, rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.
<b>Constats :</b> environ 300 m3 de lisier rejeté directement dans le milieu naturel, le lisier c'est répandu jusqu'à la parcelle YD0014 sur 20 mètres par les drains de la fosse en construction. Cette même parcelle est drainée jusqu'à la zone humide, et du lisier c'est répandu dans la zone humide par les drains.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**N° 4 : Déclaration incidents ou accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2020, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes <b>les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents</b> susceptibles de concerner les installations et pour en <b>limiter les conséquences</b> . L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, <b>les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire</b> et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.  Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Une insuffisance de sécurité sur le réseau de transfert, pendant la phase de travaux L'absence de bassin de rétention aux abords des ouvrages de stockage pour retenir tout départ de pollution dans le milieu naturel
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois